

# COOPÉRATION

## SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

CAHIER THÉMATIQUE H > LE DEVOIR, LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 FÉVRIER 2016



**Déplacés et réfugiés syriens : les ONG québécoises en première ligne**  
Page H 2



**Alternatives : Nourrir la citoyenneté, de Montréal à Yaoundé**  
Page H 3



ALEXANDER JOE AGENCE FRANCE-PRESSE

M<sup>me</sup> Bibeau s'engage essentiellement à repartir sur certaines bases laissées par les conservateurs, tout en y apportant des ajustements. C'est le cas pour l'initiative de Muskoka, lancée en 2010, qui a fait de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants le cheval de bataille du Canada en matière de coopération internationale.

AIDE INTERNATIONALE CANADIENNE

## Pas de virage à 180 degrés

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Nouveau gouvernement, nouvelles orientations, mais pas de virage à 180 degrés en matière d'aide internationale, indique Marie-Claude Bibeau, nouvelle ministre du Développement international, en entrevue téléphonique avec *Le Devoir* depuis Londres, où elle s'apprête à participer à une conférence sur l'aide humanitaire à apporter en Syrie. Le gouvernement Trudeau est revenu, depuis son élection, sur plusieurs politiques et programmes mis en place par le gouvernement Harper. Mais M<sup>me</sup> Bibeau juge que « c'est difficile, en matière de développement, de faire table rase ». Le retour d'une structure comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dont la fusion avec le ministère des Affaires étrangères avait été annoncée en 2013, n'est pas dans ses plans. « Par contre, en matière d'orientation, on va recentrer notre aide vers les pays les plus pauvres et les plus vulnérables », dit-elle.



Marie-Claude Bibeau

Elle assure aussi que, contrairement au précédent gouvernement, les changements climatiques vont influencer ses décisions. « On va travailler la question de la croissance économique, mais la regarder avec une paire de lunettes plus environnementale », affirme-t-elle.

L'aide dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie sera notamment colorée par cette nouvelle orientation. Le Canada s'est d'ailleurs engagé, lors du Sommet du Commonwealth à Malte le 27 novembre dernier, à investir 2,65 milliards au cours des cinq prochaines années pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques.

Pour le reste, M<sup>me</sup> Bibeau s'engage essentiellement à repartir sur certaines bases laissées par les conservateurs, tout en y apportant des ajustements. C'est le cas pour l'initiative de Muskoka, lancée en 2010, qui a fait de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants le cheval de bataille du Canada en matière de coopération internationale. Plusieurs groupes de la société civile avaient reproché à ce programme d'évacuer la planification

des naissances. M<sup>me</sup> Bibeau réitère que le gouvernement libéral va l'élargir pour inclure la santé reproductive. Au sujet de la contraception et de l'avortement, elle répond que le gouvernement va « y aller en respect avec les différentes cultures où l'on est. [...] On y est plutôt favorable. L'idée, c'est de laisser les organisations proposer les programmes qui sont adaptés au pays [qui reçoit l'aide]. Ce ne sera pas un critère d'exclusion ».

Pour ce qui est de la Politique de partenariat avec la société civile, dévoilée par l'ancien ministre conservateur Christian Paradis en février 2015, « ce n'est pas impossible qu'on se l'approprie ou du moins qu'on l'ajuste », précise-t-elle. « On ne recommencera pas à zéro à ce sujet ».

Néanmoins, elle tente de rétablir le dialogue entre le gouvernement et la société civile, presque interrompu sous les anciens ministres Bev Oda et Julian Fantino, avant un changement de ton amorcé l'année dernière sous Christian Paradis. Tant l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) que le Conseil canadien de

VOIR PAGE H 3 : BIBEAU

AQOCI

## Les réfugiés à l'honneur

Les réfugiés syriens sont omniprésents dans l'actualité au Québec. Il y a beaucoup à dire sur le sujet. Notamment concernant tout le travail réalisé par des organisations non gouvernementales (ONG) québécoises sur le terrain. Voilà pourquoi l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) a choisi le thème des réfugiés cette année pour la Semaine du développement international lancée dimanche.

MARTINE LETARTE

Le bédéiste Francis Desharnais (*Burquette, Salomé et les hommes en noir*) a travaillé d'arrache-pied pendant un mois pour raconter le parcours d'une famille de réfugiés syriens, de la Syrie à Joliette en passant par le Liban. L'histoire est fictive, mais tous les éléments sont vraisemblables. Pour s'en assurer, quatre spécialistes des questions humanitaires et de l'accueil des réfugiés au Québec ont approuvé chaque élément scénaristique de la bande dessinée.

« La bande dessinée est un outil éducatif très fort et nous souhaitons susciter avec cette création un intérêt accru à propos des enjeux soulevés par la crise actuelle », explique Marie Brodeur Gélinas, chargée de programmes responsable de la Semaine de développement international à l'AQOCI.

Une quinzaine d'organismes réalisent d'ailleurs des rencontres de sensibilisation dans des cégeps et des maisons des jeunes en présentant la bande dessinée.

L'an dernier, l'AQOCI avait tenté une première expérience du genre avec cinq bédéistes — dont Francis Desharnais. Chacun devait créer une planche sur une thématique différente.

Le choix de Francis Desharnais s'est imposé cette année pour relever le défi de cette bande dessinée notamment parce que ses œuvres témoignent d'un intérêt et d'une sensibilité pour les différentes cultures. *Burquette* raconte l'histoire d'une jeune fille forcée de porter la burqa par son père intellectuel qui souhaite la libérer de sa superficialité. Puis, plus récemment, *Salomé et les hommes en noir* suit Salomé, fraîchement installée dans Outremont où elle découvre la communauté hassidique.

Si la famille de réfugiés syriens s'installe à Joliette, c'est parce qu'on y trouve le Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CREDIL), qui accueille des familles syriennes.

« C'est le seul de nos membres actif à la fois dans des projets à l'étranger en solidarité internationale et dans l'accueil d'immigrants ici », indique Marie Brodeur Gélinas.

Le lancement à Joliette de *Salima d'Alep à Joliette* de Francis Desharnais aura lieu le 10 février, à midi, à la bibliothèque de l'INRS. Ce centre de documentation présente déjà la vente-exposition d'œuvres des projets Syrian Eyes of the World et Art For Syria Project.

« C'est intéressant parce que le thème des réfugiés nous permet de tisser des liens avec beaucoup de gens et d'organismes : il y a une grande mobilisation autour des réfugiés syriens », ajoute Marie Brodeur Gélinas.

L'AQOCI a également réalisé un microsite pour mettre en valeur sa bande dessinée.

On parle énormément des réfugiés syriens dans les médias, mais les ONG québécoises

VOIR PAGE H 4 : RÉFUGIÉS



## CRISE DES RÉFUGIÉS

Des millions de familles fuient dans la douleur.  
Soyons solidaires.

Votre don sera jumelé jusqu'au 29 février 2016.



**DONNEZ**  
devp.org | 1 888 664-3387

# COOPÉRATION INTERNATIONALE

DÉPLACÉS ET RÉFUGIÉS SYRIENS

## Les ONG québécoises en première ligne

Plus de 4 millions de réfugiés ont fui la Syrie et plus de 7,6 millions de personnes sont des déplacés internes dans ce pays où le conflit a éclaté en mars 2011. C'est donc environ la moitié de la population syrienne qui a fui son domicile. Des ONG québécoises multiplient les efforts auprès de ces gens qui ont besoin de tout.

MARTINE LETARTE

Alep, Syrie, 30 décembre 2015. La ville est en ruine. La station d'épuration des eaux a cessé de fonctionner depuis des années en raison de la guerre et des nombreuses interruptions d'approvisionnement en électricité. Grâce aux efforts d'Oxfam-Québec et du Croissant-Rouge arabe syrien, un générateur est livré à la station d'épuration des eaux pour lui permettre de redevenir fonctionnelle.

« La population d'Alep recommence à être approvisionnée en eau, autant du côté des rebelles que de celui des forces loyales au gouvernement », se réjouit Jean-Baptiste Lacombe, chargé de programmes humanitaires chez Oxfam-Québec.

C'était un projet d'une très grande envergure pour Oxfam-Québec. Il a fallu négocier avec doigté auprès de nombreuses parties prenantes, comme plusieurs ministères syriens, de même qu'avec les forces rebelles puisque la station d'épuration est située dans une zone qu'elles contrôlent.

« L'aide du Croissant-Rouge arabe syrien, une organisation locale active depuis des années sur le terrain, a été très précieuse pour y arriver », précise-t-il.

Oxfam-Québec est très active dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable en Syrie. Un autre projet est en cours à Homs.

« Cette ville aussi a été complètement détruite, mais il y reste encore beaucoup de gens et



La directrice médicale d'un dispensaire mis en place par Caritas Liban, un partenaire de Développement et Paix. Elle donne des soins à Helena, une petite fille de 13 mois.

TABITHA ROSS CARITAS

certains y retournent, indique Jean-Baptiste Lacombe. Notre projet devrait être terminé d'ici la fin avril et approvisionner environ 11 000 personnes.»

L'ONG met aussi la main à la pâte dans différentes régions en périphérie de Damas, que ce soit pour la réalisation de petits puits ou l'approvisionnement en pièces.

Elle a aussi fourni des kits avec des produits d'hygiène de base à des écoles primaires et installé des toilettes préfabriquées dans un bâtiment désaffecté où se sont installés 4000 Syriens.

« La situation humanitaire en Syrie est vraiment tragique, explique M. Lacombe. La guerre n'est pas de la même intensité dans toutes les régions du pays, mais avec le nombre de groupes armés présents, les attaques sont très imprévisibles. »

Oxfam-Québec y limite d'ailleurs le plus possible la présence de travailleurs internationaux. Lorsque Jean-Baptiste Lacombe doit voir les gens sur le terrain pour faire avancer des projets, il les rencontre à Beyrouth, au Liban, qui est plus sécuritaire.

### Les réfugiés au Liban

Il est plus difficile maintenant qu'au début du conflit de quitter la Syrie. Les pays frontaliers ont resserré leur contrôle. C'est le cas de la Turquie, de la Jordanie, mais aussi du Liban. En ce moment, c'est le pays qui a le plus de réfugiés par habitant dans le monde : une personne sur quatre est réfugiée au Liban. Ils sont majoritairement syriens, mais aussi palestiniens et irakiens.

« Les réfugiés sont très nom-

breux et leur statut est très précaire ; le Liban n'a jamais signé la Convention relative au statut des réfugiés de l'ONU », explique Julie Lapalme, chargée de programmes — secours d'urgence, Développement et Paix.

Au Liban, il n'y a pas de camps de réfugiés officiels : les Syriens s'installent où ils peuvent, avec les moyens du bord. Des centres commerciaux désaffectés, où s'entassent de nombreuses familles syriennes. Des tentes ou abris fabriqués à partir de panneaux publicitaires installés un peu partout dans le pays. Des Syriens qui louent de petits espaces dans des garages à des agriculteurs pour qui ils travaillent au noir.

« Les réfugiés n'ont pas le droit de travailler au Liban, ils n'ont pas de revenu, alors ils

sont dépendants de l'aide humanitaire, explique Julie Lapalme. Ils vivent dans des conditions très précaires, sans électricité ni eau très souvent, avec de nombreux risques pour la santé et la salubrité. »

Développement et Paix finance le projet de cliniques de son partenaire Caritas Liban. Partout au pays, elles offrent des soins et des médicaments gratuits aux réfugiés. Les enfants ont aussi droit à de l'aide psychosociale.

« Des cliniques mobiles se rendent même dans les endroits plus reculés où les réfugiés n'ont pas de transport pour se rendre dans les cliniques des centres urbains », explique M<sup>me</sup> Lapalme, une habituée de la région jointe à Montréal tout juste avant qu'elle s'envole pour un séjour au Liban.

Développement et Paix tra-

vaillent aussi avec un partenaire dans le domaine de l'éducation.

« Le gouvernement libanais a ouvert les écoles publiques aux réfugiés, mais plusieurs ont arrêté l'école depuis un moment déjà, et en Syrie, ils étudiaient en arabe seulement, alors qu'au Liban, c'est arabe, français et anglais, explique-t-elle. Il faut les mettre au niveau. Puis ce n'est pas encore tous les enfants qui ont accès à l'école, notamment pour des enjeux de transport. Notre partenaire fournit d'ailleurs du transport aux enfants dans les endroits reculés. »

### Pendant ce temps à Joliette

Alors que le conflit dure en Syrie depuis cinq ans maintenant, certaines familles sont en train de refaire leur vie à l'étranger. À Joliette, par exemple. Après un passage au Liban, une première famille vient de s'y installer. Prise en charge par l'État, elle est accueillie par le Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CREDIL).

« Nous accueillons les familles, nous leur trouvons un logement, nous leur donnons de l'information sur plusieurs éléments de la vie ici, nous les aidons dans leurs différentes démarches comme l'inscription aux cours de francisation et à l'école, puis pour leur demande d'aide sociale afin qu'elles puissent vivre les premiers temps », explique Claudia Cobos, chargée de programmes en immigration au CREDIL.

L'organisme, actif dans l'accueil de réfugiés depuis 20 ans, accompagnera ces nouveaux arrivants pour les cinq prochaines années afin de faciliter leur intégration.

« Nous recevons beaucoup d'appels de gens qui veulent aider, devenir bénévoles ou donner des biens. »

Le CREDIL s'attend à accueillir 50 Syriens au total.

Collaboratrice  
Le Devoir

### CRISE DES INÉGALITÉS

## La « démocratie économique » reste à conquérir

Voilà, c'est fait! Selon un rapport d'Oxfam publié en janvier à l'occasion du Forum économique de Davos, en Suisse, les 1 % les plus riches possèdent désormais davantage que les 99 % restants. Et c'est arrivé un an plus tôt que prévu. Pourquoi? Parce que les plus grosses fortunes « font usage de leur pouvoir et de leurs privilèges pour biaiser le modèle économique et creuser le fossé entre [elles] et le reste de la population », peut-on lire dans le rapport.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

« Des solutions existent pour inverser la donne, croit cependant Simon Tremblay-Pépin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-écono-

miques (IRIS). Mais ça ne sera pas un cadeau, prévient-il. Tout comme la démocratie politique n'a pas été un cadeau, il faudra que le peuple se batte pour obtenir enfin la démocratie économique. »

Même si les chiffres présentés par Oxfam sont contesta-

bles et contestés puisque, évidemment, les plus riches de la planète n'ont pas intérêt à dévoiler tous leurs avoirs et ne se privent pas d'en cacher une partie, M. Tremblay-Pépin admet que l'année 2015 est un cap symbolique. Et que le fait que 1 % de la planète puisse posséder autant que tous les autres quidams réunis est de nature à frapper les esprits.

« Ce ne sont pas que des statistiques, commente-t-il. Les conséquences de cette crise des inégalités sont innombrables et profondes. Il y a une corrélation entre les inégalités et les problèmes socio-économiques. Que ce soit au niveau de la santé des gens, de leur taux d'obésité, des taux de suicide, de la sécurité, de l'égalité entre les hommes et les femmes, bref de toute une série de facteurs proches de la vie quotidienne des personnes, les pays les plus égalitaires sont ceux qui ont des meilleurs résultats. Il y a des gens pour dire le contraire, qui affirment que les inégalités, ce n'est pas grave et qu'elles peuvent même être bénéfiques. Eh bien, ce n'est pas vrai. Les études démontrent formellement le contraire. »

Les 1 % seraient-ils donc tous des égoïstes sans cœur? « Je ne suis pas dans leur tête, ni dans leur cœur, répond le chercheur. Il y en a certainement dedans qui sont touchés par les images de misère qu'ils peuvent voir. Mais c'est plutôt collectivement que l'on doit se poser des questions. Nous sommes en droit de nous demander comment ça se fait



MUNIR UZ ZAMAN AFP  
Un employé d'une usine textile au Bangladesh

qu'avec les outils que nous avons, les États, nos institutions, etc., nous n'essayons pas de réduire les inégalités. »

Tout simplement parce que la richesse de ces personnes leur donne le pouvoir, poursuit-il dans sa démonstration.

« Un pouvoir politique puisqu'il n'y a qu'à regarder le Québec pour s'apercevoir que les chefs des trois grands partis sont tous des millionnaires, souligne M. Tremblay-Pépin. Un pouvoir économique également, celui de donner du travail à des centaines, des milliers, des millions de gens, ou de le leur retirer. Celui de les payer plus ou moins, et plutôt moins que plus. »

### La « main-d'œuvre cachée »

À ce sujet, le Forum économique de Davos a été l'occasion pour la Confédération syndicale internationale (CSI) de publier elle aussi un rapport sur la « main-d'œuvre cachée » utilisée par les multinationales. Ce rapport ré-

vèle que le long des chaînes mondiales d'approvisionnement de cinquante des plus grandes firmes internationales, à peine 6 % du personnel entretient une relation directe avec l'entreprise.

« Les multinationales portent toujours le discours qu'elles respectent les normes en matière de responsabilité sociale et environnementale, note Jacques Létourneau, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et membre de la CSI. Alors que ce sont les mêmes qui, au moyen de la sous-traitance, emploient des dizaines de millions de personnes dans les zones franches et les pays du Sud, à des taux de salaires indécents. »

Au nom des profits, la sécurité est négligée, ce qui mène à des accidents, voire des morts, indéfendables sur les lieux de travail, peut-on lire dans le rapport. Ces gains sont amplifiés par la fraude fiscale ou sont dramatiquement liés à la pollution de terres et d'eaux communautaires.

### Paradis fiscaux

Fraude fiscale... Le rapport d'Oxfam pointe quant à lui du doigt les paradis fiscaux, comme terres de tous les maux. Selon ses auteurs, il faudrait commencer par les éradiquer, car ils permettent aux plus riches de cacher leurs milliards bien loin de la fiscalité, bien loin donc de l'État providence, censé être là pour réduire les inégalités.

« C'est là que je trouve que la démonstration d'Oxfam est limitée, note Simon Tremblay-Pépin. Contrairement à ce que le rapport dit, les paradis fiscaux ne sont pas un lieu où aboutit la richesse une fois qu'elle a été construite. C'est plutôt grâce aux paradis fiscaux que ces richesses s'accumulent. Les riches

implantent leurs entreprises en fonction des possibilités qu'ils ont de contourner les lois à tel ou tel endroit. »

Ainsi, les paradis fiscaux ne sont qu'un symptôme des iniquités, le véritable problème étant notre système économique. Pour M. Tremblay-Pépin, comme pour M. Létourneau, la seule façon de mettre fin à cette crise des inégalités, c'est d'aller vers un système économique plus juste et démocratique, un système qui fasse en sorte que les gens qui font le travail soient plus capables de décider collectivement. Pas uniquement ceux qui détiennent le capital.

« Pour cela, il faut donner aux travailleurs les moyens de renforcer leur capacité de négocier des meilleures conditions de travail, croit le président de la CSN. Leur donner les moyens de créer des syndicats, notamment dans les pays du Sud, là où le droit du travail est presque inexistant. Ça passe par une solidarité entre les travailleurs et les travailleuses partout sur la planète. Dans les pays du Nord, ça peut aussi passer par la dénonciation des pratiques des multinationales. Parce que ces firmes n'aiment pas trop qu'on mette sur la place publique leurs pratiques scandaleuses. Ces mécanismes de solidarité s'observent pourtant de plus en plus. »

Y aurait-il donc de quoi être optimiste? « Je le suis, répond Simon Tremblay-Pépin. Il y a de plus en plus de gens qui réalisent que le système économique est défaillant. Mais le changement, il faudra aller le chercher. Car ce ne sont pas ceux qui ont aujourd'hui le pouvoir politique et économique qui vont vouloir bouger d'un pouce. »

Collaboratrice  
Le Devoir

APPRENEZ À DEVENIR COOPÉRANT INTERNATIONAL. INSCRIVEZ-VOUS AU CERTIFICAT EN COOPÉRATION INTERNATIONALE.

Admission Été et Automne 2016  
fep.umontreal.ca



DONNEZ-VOUS PLUS DE CRÉDITS

Université de Montréal | Faculté de l'éducation permanente

# COOPÉRATION INTERNATIONALE

ALTERNATIVES

## Nourrir la citoyenneté, de Montréal à Yaoundé

À Biyem-Assi, quartier populaire de Yaoundé, la capitale du Cameroun, le projet d'agriculture urbaine mis en place par Alternatives dans le cadre du programme Québec sans frontières du ministère des Relations internationales et de la Francophonie fait s'activer jeunes et moins jeunes autour de seaux et de bouteilles en plastique débordant de cultures. Sur le bitume, du vert!

SOPHIE SURANITI

Cela fait déjà plus de dix ans que l'organisation de solidarité montréalaise Alternatives, créée en 1994, s'implique dans des projets d'agriculture urbaine à Montréal et à l'étranger, car faire pousser des légumes soulève des enjeux allant bien au-delà d'une pratique bonne pour le moral et l'estime de soi! Dans un contexte global de réchauffement climatique, d'urbanisation galopante, de souveraineté alimentaire, l'agriculture urbaine joue un rôle primordial partout dans le monde. « Ces projets ont non seulement des impacts locaux, directs, mais ils ont aussi des impacts plus larges, plus macroéconomiques », explique Michel Lambert, cofondateur et directeur général d'Alternatives depuis 2007. D'où la mise en place du programme d'agriculture urbaine Nourrir la citoyenneté au sein de l'organisme dès 2003. « Nous ne sommes pas toujours capables d'avoir un impact politique dans les différents pays où nous intervenons. Tout simplement parce que ce n'est pas notre rôle. Sur le terrain, notre travail est de nous assurer que les gens n'auront plus besoin de nous. On installe la patente, on forme sur nos installations puis les participants deviennent autonomes. Mais c'est sûr que lorsqu'on est quelque part, c'est que ça ne va pas bien. »

### L'exemple de Yaoundé

Justement, à Yaoundé, au Cameroun, ça ne va pas bien fort. Forte densité urbaine, relief accidenté de celle qu'on surnomme la ville aux sept collines, qui se retrouve engorgée lors de pluies diluviennes, réseau d'aqueducs fatigué, voire inexistant (l'eau qui s'épand des cultures est aussi celle qui coule du robinet), régime politique muselant (Paul Biya, 83 ans, règne depuis 1982).

Faire pousser du vert dans un tel contexte sanitaire et politique s'avère un défi de taille! De la taille des seaux en plastique remplis de cultures qui jonchent les espaces bétonnés encore vacants et de bouteilles en plastique servant de pots à fines herbes accrochées sur les murs de certaines bâtisses.

À Yaoundé, le projet Nourrir la citoyenneté a

démarré en 2011. Au départ, il s'agissait de mettre en place un jardin modèle que l'association de droit camerounais et partenaire du projet, Protège QV, allait faire vivre. Comment faire une pépinière, du compost, fabriquer un germe, connaître les besoins des plantes, traiter les maladies, etc. Grâce à une palette d'outils tels que la tenue d'une émission hebdomadaire dans une radio communautaire, un kiosque d'information et des ateliers pédagogiques (dont l'élaboration d'un guide), la sensibilisation à l'agriculture urbaine dans ce quartier populaire s'est transformée en un projet triennal à partir de 2013, avec des échanges de savoirs par l'entremise de stagiaires envoyés sur place. « Il existe déjà une agriculture urbaine dans la capitale; en fait, chaque terrain vague a été investi par des cultures. Notre rôle est donc plus d'accompagner les résidents et de les encourager à choisir de meilleures pratiques, comme de cultiver de façon biologique », relate Évelyne Boisjoly-Lavoie, assistante à la mobilisation et vie associative chez Alternatives, qui connaît bien le pays pour y être allée plusieurs fois. Et il n'y a pas que la culture hors-sol qui est mise en avant. Par exemple, les jeunes de l'école Les Pigeons ont mis la main à la terre dans une petite parcelle proche du cours d'eau dont le quartier tire son nom.

### Savoir adapter et s'adapter

Et ça marche? Dans l'ensemble, oui, la réponse est bonne, les choses fonctionnent, mais il faut savoir jongler avec une réalité du terrain à géométrie variable. Comme l'assiduité des participants qui laisse parfois à désirer, la radio communautaire qui manque de moyens, les sorties de territoire pas si simples à obtenir du côté camerounais (dans le cadre du volet réciprocity du programme Québec sans frontières, deux Camerounais séjournent deux mois et demi à Montréal), les difficultés pour boucler les financements, les calendriers à coordonner (comme chez nous, les jeunes Camerounais sont en pause l'été, impossible donc de prévoir des ateliers pédagogiques dans les écoles). Entre le projet écrit et la vraie vie sur place, il y a donc toujours des ajustements à faire. Même chose pour le transfert des expertises agricoles. Par exemple, les bacs à double fond qu'Alternatives a mis au point (les « prêts-à-pousser »), qui fonctionnent très bien dans le contexte des toits verts montréalais, n'étaient pas adaptés à Yaoundé. En raison des infrastructures (trop de poids sur des bâtiments fragiles) et du matériel recyclé ardu à trouver. « Là-bas, le moindre seau en plastique est déjà utilisé. On a tout de même montré aux participants comment fonctionne notre bac à double fond. Mais on l'a remplacé par d'autres équipements repérés sur place, d'autres techniques. On



SOURCE ALTERNATIVES

Difficile de faire pousser du vert dans le contexte sanitaire et politique de Yaoundé, au Cameroun. Pourtant, des seaux en plastique remplis de cultures jonchent les espaces bétonnés encore vacants et des bouteilles en plastique accrochées sur les murs de certaines bâtisses servent de pots à fines herbes.

a notamment mis l'accent sur l'utilisation des bouteilles en plastique pour la culture des fines herbes et des laitues, car il y en a en masse!» raconte Évelyne.

### Et la suite?

L'été prochain, sept stagiaires québécoises (oui, que des jeunes femmes coopérantes!) vont poursuivre le travail de sensibilisation et d'éducation avec l'aide et le soutien de leur accompagnatrice: ateliers, radio, kiosque. Pour cette deuxième année qu'entame le projet triennal, d'autres écoles, groupes communautaires et citoyens, toujours issus du même quartier, devraient embarquer. La réflexion devrait également être lancée quant à la manière de tirer des revenus substantiels de cette activité agricole. « En coopération internationale, là où un projet devient un bon coup, c'est lorsqu'au bout de deux ou trois ans les partenaires poursuivent sans nous, qu'ils amorcent leur propre programme. Notre objectif est de regarder là où ils en sont, de définir avec eux ce qu'on peut faire pour leur venir en aide. Ils peuvent aussi nous revenir s'ils souhaitent passer à un autre niveau, une fois les besoins de base réglés [lesquels ne vont malheureusement pas en diminuant lorsqu'on voit ce

qui se passe au niveau planétaire]. Bien sûr, Alternatives aimerait que chaque projet dans lequel l'organisation s'implique ait un volet de plaidoyer. Il est toujours possible de régler un problème avec ce que j'appelle un "projet plaster". Mais c'est mieux si on parvient à se positionner en amont pour faire valoir des changements législatifs, que ce soit à l'étranger ou au Québec », confie Michel Lambert.

Collaboratrice  
Le Devoir

### Aller plus loin

Pour en savoir plus sur le programme d'agriculture urbaine Nourrir la citoyenneté d'Alternatives: <http://www.lesjardins.alternatives.ca>  
Pour en savoir plus sur le programme Québec sans frontières: <http://www.mrif.gouv.qc.ca/qs/>  
Au sein de ce programme, Alternatives a trois stages, dont celui au Cameroun en agriculture urbaine.

## BIBEAU

SUITE DE LA PAGE H 1

coopération internationale (CCCI) ont confirmé au *Devoir* avoir constaté une nouvelle écoute de la part du gouvernement et des fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada depuis l'entrée en poste de M<sup>me</sup> Bibeau. « On en est à une première étape de consultations avec les grandes organisations et les regroupements d'organismes qui travaillent à l'international, explique cette dernière. Ça va nous aider à préciser nos nouvelles orientations, nos nouvelles politiques et ensuite on va se transporter dans une deuxième étape de consultations où l'on va se promener à travers le Canada pour rencontrer un plus grand nombre de ces organisations et voir quels sont les meilleurs moyens d'atteindre nos objectifs en les mettant à contribution. »

Elle ne peut garantir pour l'instant une augmentation des budgets accordés à l'aide publique au développement. « Je suis en grande discussion avec le ministre des Finances sur le sujet, affirme-t-elle. On va trouver de nouveaux mécanismes, de nouveaux outils, qui vont faire en sorte que la contribution du Canada serve de levier. » Elle évoque, tout en demeurant floue, les possibilités de recourir à des « contributions remboursables » et à des opportuni-

tés en lien avec « des partenaires privés ou des fondations ».

Selon les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la somme nette versée annuellement à ce secteur par le Canada est passée de 5,56 milliards \$US en 2012 à 4,47 milliards \$US en 2014, soit une chute de près d'un milliard en deux ans. La portion du budget canadien allouée au développement international représente ainsi 0,24% du revenu national brut (RNB), soit en-deça de la moyenne des pays de l'OCDE, fixée à 3%.

Selon Stephen Brown, professeur à l'Université d'Ottawa et codirecteur de l'ouvrage *Rethinking Canadian Aid*, publié en 2014 aux Presses de l'Université d'Ottawa, le gouvernement devrait « au moins rétablir le niveau d'il y a quelques années ». Il ajoute que « le Royaume-Uni, malgré des problèmes fiscaux beaucoup plus graves que ceux du Canada, a atteint et même entériné dans la loi le 0,7%. C'est avant tout une question de volonté ».

Du côté des organismes de coopération internationale, les attentes sont élevées. L'AQOCI et le CCCI souhaitent voir la mission d'éducation et d'engagement du public de leurs organismes membres être à nouveau dûment reconnue et financée. « Avant, il y avait toute une gamme de programmes d'engagement du public, des possibilités de financer des documentaires

ou des campagnes de sensibilisation sur différents sujets. Tout ça a presque disparu », soulève Chantal Havard, gestionnaire des communications du CCCI.

L'AQOCI souhaite aussi que le gouvernement prenne davantage en compte les besoins des petites et moyennes organisations, qui ont été les princi-

pales perdantes de l'approche par appels d'offres temporairement utilisée par le gouvernement Harper. « Ultimement, on espère même avoir une enveloppe spécifique pour ces organisations », indique Michèle Asselin, directrice générale de l'AQOCI. Son association persiste aussi à revendiquer la

création d'un poste d'ombudsman indépendant, qui pourrait enquêter sur les entreprises canadiennes œuvrant à l'étranger dans le cas de plaintes relatives à des violations des droits de la personne.

Le CCCI et l'AQOCI ont fait leur deuil de l'ACDI, mais Stephen Brown s'inquiète tou-

jours de la répercussion de sa fusion. « Le danger là-dedans, c'est comment s'assurer que ce ne sera pas les intérêts canadiens qui vont primer sur les intérêts des pays en voie de développement », indique-t-il.

Collaborateur  
Le Devoir

### Le Canada doit s'impliquer plus

Le 2 février dernier, La Presse canadienne rapportait que les gouvernements norvégien, allemand et britannique réclamaient une aide deux fois plus importante de la part du Canada en réponse à la crise humanitaire en Syrie. En entrevue avec *Le Devoir*, Marie-Claude Bibeau n'a pas voulu dévoiler de chiffre avant l'annonce d'une stratégie globale du Canada au Moyen-Orient, mais elle a assuré que « le Canada [allait] faire sa juste part à l'égard de cette crise ». La Syrie constitue en ce moment l'un de ses dossiers prioritaires. Au moment de l'entrevue, elle revenait d'une tournée en Jordanie et au Liban, où se trouvent actuellement des centaines de milliers de réfugiés syriens. « L'aide humanitaire de premier niveau et l'aide alimentaire, ce n'est pas suffisant. Il faut aider les communautés d'accueil, qui voient leur population augmenter, à s'organiser pour accueillir pendant un certain temps cette nouvelle population », a-t-elle précisé.

# COOPÉRATION INTERNATIONALE

CECI

## Offrir son expertise à l'international sans compter

Helena Arroyo et Élisabeth Laval, deux coopérantes volontaires d'ici, donnent présentement de leur temps en Amérique centrale et en Amérique du Sud dans leurs champs d'expertise respectifs. Et ce, dans le cadre du programme Uniterra, mis en œuvre conjointement par le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC). Qu'en est-il? Et que font-elles au juste sur le terrain? Entretien par... courriel.

THIERRY HAROUN

Nous leur avons soumis quelques questions, et voici un résumé de leurs réponses. «Je suis une jeune Montréalaise qui fut très tôt indignée par l'injustice et plus tard passionnée par l'analyse des politiques publiques et de développement», lance d'entrée de jeu Élisabeth Laval, qui est présentement conseillère pour la promotion de la participation citoyenne auprès de l'entreprise municipale chargée de fournir les services d'eau et d'assainissement dans le département de San Martín, EPS Emapa San Martín S.A., située dans l'Amazonie péruvienne. Son mandat s'inscrit dans le cadre du programme de coopération volontaire «professionnel long terme» Uniterra, coordonné par le CECI et l'EUMC.



Élisabeth Laval

«Au cours de la dernière année, j'ai particulièrement contribué au développement et à la mise en œuvre d'initiatives de protection des bassins versants.» Elle en précise d'ailleurs le contexte: «Les vingt dernières années ont été marquées par l'arrivée de nombreux migrants pratiquant l'agriculture [principalement du café et du cacao] et l'élevage en amont des captages d'eau. À mesure que les zones déboisées s'étendaient à vitesse grand V, l'entreprise a pu observer l'augmentation du niveau de turbidité de la rivière en hiver, la diminution de son débit en été et la dégradation de la qualité de son eau de manière générale. En d'autres termes, plusieurs localités ont vu leur accès à l'eau potable diminuer de manière fulgurante.»

«Je travaille donc, poursuit-elle, à différents niveaux avec l'entreprise, les populations locales et les instances gouvernementales pour la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et de politiques de reboisement et de modification des pratiques agricoles. Nous sommes notamment en plein processus d'institutionnalisation d'un complexe [mécanisme de rétribution pour services écosystémiques hydriques] selon lequel les populations urbaines en aval rétribuent un pourcentage de leur facture en eau aux activités de récupération et de conservation» qui ont été implantées par les populations en amont.

Pourquoi vous engager en ce sens? «Parce que tant l'augmentation fulgurante des inégalités que la dégradation de l'environnement de notre planète sont des faits à la fois bien réels et aberrants aux conséquences



Helena Arroyo réside actuellement à Panajachel, au Guatemala, où elle travaille sur la gestion et la réduction des déchets.

interreliées et dévastatrices. Chacun doit apporter son humble contribution, que ce soit en consommant localement, en prenant les transports en commun ou en faisant simplement montre d'un minimum d'empathie.»

Jusqu'à quel point votre expérience vous enrichit-elle sur les plans personnel et professionnel? «Sur le plan professionnel, outre les multiples défis que pose la réalité du terrain, la grande différence avec mes postes précédents est l'incredible autonomie dont je

jouis. Et sur le plan personnel, c'est une aventure quotidienne que d'être la seule étrangère. C'est un apprentissage constant qui incite à l'introspection. Cela a provoqué chez moi à la fois la remise en question et l'approfondissement de ce que je croyais être mes certitudes, de mon mode de vie et de ma vision du développement.»

**Helena Arroyo, passionnée de nature**

«J'ai fait des études dans le domaine de la géographie en-

vironnementale et de la biologie. J'ai terminé mes études universitaires en 2003. Je suis une passionnée de la nature. Je travaille à la protéger. Au cours des dix dernières années, j'ai travaillé dans le domaine de l'éducation en environnement», indique de son côté Helena Arroyo, née en Argentine et citoyenne canadienne depuis son enfance. Elle est présentement à Panajachel, au Guatemala, qui est situé dans une région montagneuse (Sierra Madre) où l'on trouve le lac Atitlan. Elle y est pour travailler sur la gestion et la réduction des déchets entourant le lac.

«J'y suis dans le cadre du projet ProAtitlan du CECI qui vise à sensibiliser [la population] à l'importance de la réduction des déchets et du recyclage. Ma mission se divise en deux parties. Premièrement, venir en appui à différentes équipes dans leurs activités, visiter les sites d'enfouissement, les centres de recyclage et de compostage avec des experts. Je participe par ailleurs à deux études, avec la collaboration de consultants, portant sur la caractérisation des déchets. Nous interrogeons des familles qui travaillent directement dans les sites d'enfouissement des déchets et nous recueillons par la même occasion du matériel qui a un potentiel de valeur ajoutée sur le marché.»

Deuxièmement, dit-elle, «ma mission vise à analyser les différents aspects du marché du

recyclage, comme la quantité du matériel disponible, les prix, les gens, les compagnies, l'implication des femmes et des jeunes et à voir comment on peut améliorer le système. Je me donne aussi pour objectif de réduire l'utilisation des assiettes et des verres fabriqués en polystyrène qui sont tellement utilisés dans les comptoirs alimentaires et qui sont, pour la plupart, non recyclables.»

Pourquoi vous engager en ce sens? «D'abord, parce que j'aime beaucoup voyager et avoir des expériences diverses. Le travail de coopérante me permet de continuer à acquérir de l'expérience professionnelle dans le domaine et de mettre au service de cet organisme mes années d'expérience dans différents projets. Et sur le plan personnel, ce qui est bien, c'est que je me fais de nouveaux amis. Je découvre de nouveaux endroits et je voyage dans mes temps libres.»

**En rafale**

Le programme Uniterra est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada qui est accordé par l'entremise du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Cela dit, vous pouvez suivre nos coopérantes grâce à leur blogue dans Le Blogue des volontaires ([blogue-volontaires.ca](http://blogue-volontaires.ca)) qui est une initiative du CECI.

Collaborateur  
Le Devoir

## SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

7 au 13 février 2016

Extrait de la bande dessinée de 8 pages *Salima d'Alep à Joliette* de Francis Desharnais, bédéiste

**ALEP-JOLIETTE.COM**



Les ressources financières s'amenuisant, nous avons déménagé dans un local désaffecté.



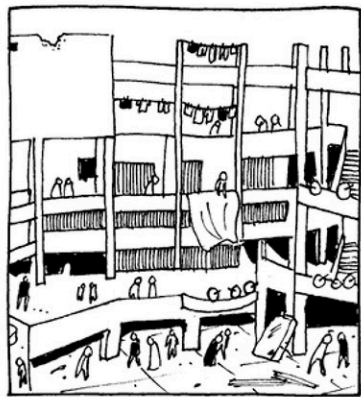
Où l'on partage l'espace avec deux autres familles.



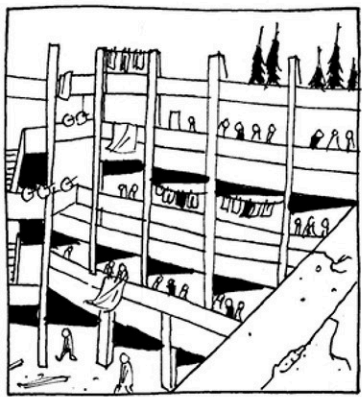
Pour moi «se serrer les coudes», c'est plus seulement une image.



Le local est situé dans un ancien centre commercial.



Les boutiques ont été abandonnées par le passé.



Maintenant, on se magasine des moyens de survie.



Puis, nous avons été chassés du centre commercial.



On nous a parlé d'un site où des réfugiés comme nous ont érigé des tentes.



Le plus dur: faire croire aux enfants que ce sera comme un long pique-nique.

## RÉFUGIÉS

SUITE DE LA PAGE H 1

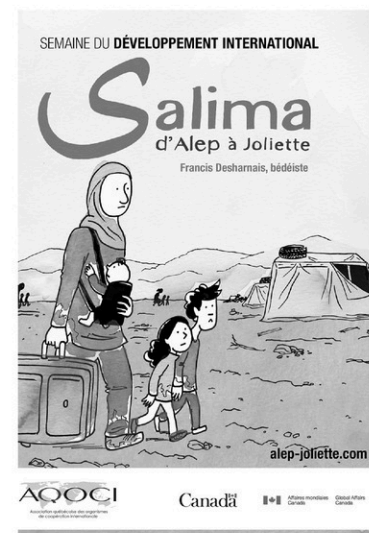
travaillent avec des populations déplacées et des réfugiés à différents endroits dans le monde. Le Québec n'en est pas non plus à sa première grande vague d'accueil de réfugiés. Ils ont contribué à la création du Québec d'aujourd'hui. C'est ce que souhaite souligner le panel public Réfugiés et immigrants au Québec: une longue histoire de solidarité internationale à partir de l'expérience chilienne.

«Les panélistes raconteront comment les réfugiés chiliens arrivés au Québec à la suite du coup d'État en 1973 ont participé à la création d'organisations, comme le Comité Québec-Chili [aujourd'hui Comité de solidarité Trois-Rivières], explique M<sup>me</sup> Brodeur Gélinas. L'histoire des mouvements sociaux au Québec a été influencée par l'arrivée importante de réfugiés qui se sont mobilisés.»

Cet événement, organisé par le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) en collaboration avec plusieurs partenaires, se tiendra le 11 février à l'UQAM.

**Macarons «Bienvenue aux réfugiés.es»**

Avant de savoir que les réfugiés seraient à l'honneur lors



de la Semaine du développement international, Marie Brodeur Gélinas a lancé la production de macarons cet automne pour soutenir les Syriens. Ils affichent les mots «Bienvenue aux réfugiés.es» avec la traduction arabe autour de l'illustration d'un oiseau avec une brindille au bec réalisée par Elise Gravel.

«Nous en avons vendu 13 500 jusqu'à maintenant grâce à la mobilisation de la société québécoise», se réjouit M<sup>me</sup> Brodeur Gélinas.

Les fonds vont à différents organismes au Québec qui viennent en aide aux réfugiés.

<https://www.facebook.com/macaronsrefugiés>

Collaboratrice  
Le Devoir

# COOPÉRATION INTERNATIONALE

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

## Un certificat qui s'adapte à la réalité

Encore en pleine mutation, l'architecture de la coopération internationale a considérablement évolué au cours de la dernière décennie. De nouveaux dispositifs de fourniture de l'aide ont émergé, de nouvelles pratiques ont fait leur apparition et le champ d'exercices des coopérants s'est étendu à plusieurs domaines, dont l'alimentation et la santé. Consciente des défis que représente cette tendance et désireuse de répondre adéquatement aux besoins qu'elle engendre, l'Université de Montréal (UdeM) s'apprête à bonifier son certificat en coopération internationale.

ÉMILIE CORRIVEAU

Pluridisciplinaire et combinant des connaissances théoriques à des compétences pratiques, le certificat en coopération internationale que propose l'UdeM a été conçu en 2007 en étroite collaboration avec plusieurs organisations de coopération internationale. Son objectif est ambitieux : amener les étudiants à adopter une approche multidisciplinaire de la coopération internationale et du développement, leur permettre de développer une réflexion critique sur le sujet et les aider à appliquer les apprentissages réalisés dans le cadre du certificat dans des situations concrètes.

« Nos professeurs sont des praticiens qui ont une expérience solide et réelle de la coopération, souvent assortie de publications et de recherches reconnues dans le domaine. Ainsi, ils forment les étudiants pour qu'à leur tour ils puissent aller vers la coopération en ayant une idée claire des enjeux et des défis illustrés par des mises en situation variées et des compétences que cela nécessite », résume M<sup>me</sup> Carine Nassif-Gouin, responsable du programme.

Bien qu'il revête un caractère exhaustif, le certificat n'est pas une formation initiale et doit davantage être considéré comme un complément à celle-ci. Il se déploie en trois blocs : le premier est consacré aux perspectives internationales et comporte des cours comme Dynamique de la coopération ou Coopération et interculturalisme. Le deuxième est plus pratique et permet aux étudiants de s'intéresser plus spécifiquement à des thèmes qui les in-



À la suite des attentats de Ouagadougou, au Burkina Faso, la sécurité des coopérants internationaux a été abordée. Un enjeu que souhaite approfondir le certificat de l'UdeM.

terpellent personnellement. Quant au troisième, il est conçu pour permettre aux inscrits d'acquérir des connaissances plus générales dans des domaines comme la politique ou la communication.

« À cela s'ajoute une activité d'intégration qui peut prendre différentes formes, informe la responsable du certificat. Son objectif est de permettre aux étudiants d'intégrer les connaissances acquises au programme dans le cadre d'une activité à réaliser dans ou avec le réseau de la coopération internationale qui peut se traduire par un projet, une enquête, un travail ou un stage. »

### Prendre les devants

Malgré l'intérêt soutenu que portent les étudiants au certificat et la réputation dont jouit ce dernier auprès des organisations de coopération internationale, l'UdeM compte apporter quelques modifications à son programme d'ici 2017. Son objectif : aller au-devant des problématiques émergentes ou préoccupantes plutôt que de les aborder de manière réactive.

« Il faut comprendre qu'entre 2012 et 2015 plusieurs événements de nature politique et éco-

nomique ont modifié le domaine de la coopération internationale, créant de l'incertitude quant aux débouchés réels en coopération internationale », note M<sup>me</sup> Nassif-Gouin.

Par exemple, en 2012, le gouvernement Harper a dissous Droits et Démocratie (le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique). Puis, en 2013, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a fusionné avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

De plus, au cours des dernières années, le Canada n'a cessé de diminuer sa contribution à l'aide publique au développement. En 2014, il n'y a consacré que 0,24% de son revenu national brut, se classant ainsi au 16<sup>e</sup> rang parmi les 28 pays donateurs membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

« Parallèlement, plusieurs rapports ont fait état de défaillances de la part des multinationales canadiennes. D'après ceux-ci, certaines entreprises contribueraient, en particulier dans le

secteur extractif, à l'évasion fiscale ainsi qu'à l'évitement fiscal des individus et des multinationales », indique M<sup>me</sup> Nassif-Gouin.

Dans le même esprit, en juillet 2015, le Comité des droits de l'homme des Nations unies publiait ses observations finales sur la performance du Canada en matière de respect des droits de la personne. Il y faisait état de plusieurs manquements (droits des femmes, des peuples autochtones, des personnes réfugiées).

Enfin, sur le plan environnemental, le Canada s'est désengagé de la réduction de ses émissions de carbone en vertu du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques.

« Tout cela engendre de nouveaux enjeux, de nouveaux défis, et nous voulons absolument les intégrer. On vient par exemple de le faire avec la question des enjeux alimentaires; nous offrons le premier cours francophone sur le sujet [Géopolitique et enjeux alimentaires du développement]. Mais il y a plusieurs autres éléments nouveaux que nous aimerions introduire dans notre formation sans que cela prenne nécessairement la forme d'un cours, comme la question du plaidoyer [des organisations de coopération internationale] ou du choc post-traumatique ressenti par certains coopérants à leur retour. Il y a aussi la question de la sécurité, que nous abordons déjà, mais qui mériterait probablement d'être approfondie. Bref, nous sommes en réflexion et nous travaillons à mettre le tout en place », signale la responsable du certificat.

Emballée par la bonification du cursus, M<sup>me</sup> Nassif-Gouin estime que celle-ci permettra aux étudiants de mieux comprendre les dynamiques qui façonnent aujourd'hui les milieux de la coopération internationale et du développement, et par le fait même, d'être des coopérants plus avisés.

« Vous savez, la coopération internationale n'est pas près de mourir, souligne-t-elle. Le rôle de coopérant n'est certes pas facile, mais il est extrêmement nécessaire. Or, être un bon coopérant, ça se prépare. On ne peut pas tout apprendre sur un banc d'école, comme on ne peut pas tout apprendre sur le terrain. Mais les organisations avec lesquelles nous travaillons nous le disent : une formation comme la nôtre, ça fait vraiment une différence... Et elle sera encore plus grande dans quelques mois! »

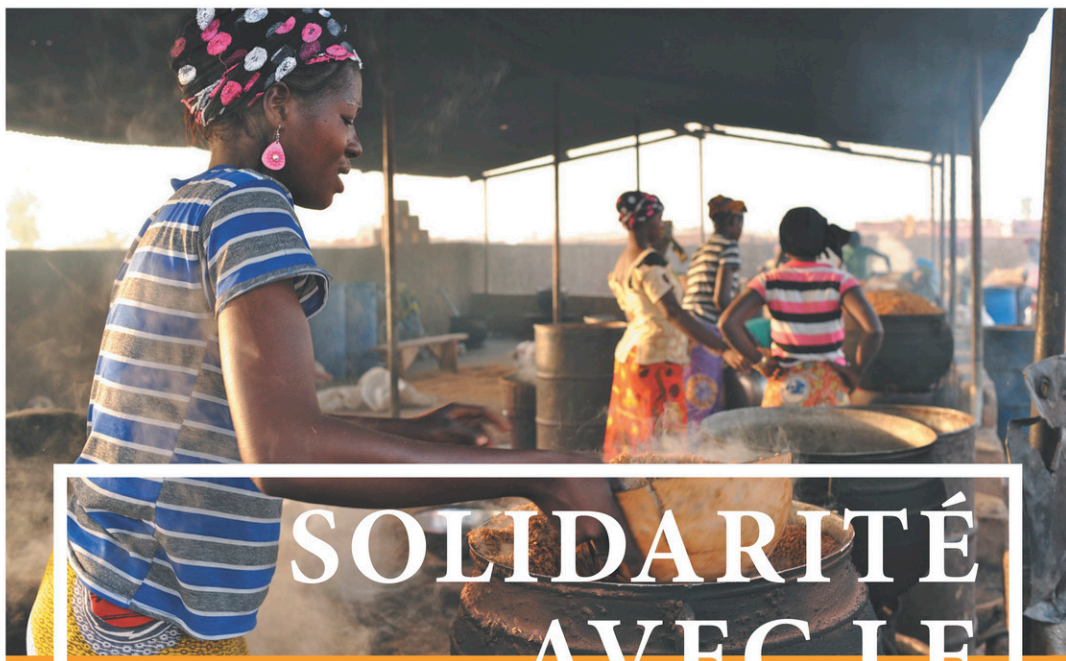
Collaboratrice  
Le Devoir

# Je deviens

## ALTERNATIVES

JEDEVIENS.ALTERNATIVES.CA





# SOLIDARITÉ AVEC LE BURKINA FASO

Les ambassadrices du CECI vous invitent à un cocktail organisé en soutien aux femmes étuveuses de riz du Burkina Faso. Cette soirée sera animée par l'écrivain Stanley Péan, avec la participation d'Anne-Marie Cadieux et de Kim Nguyen.



STANLEY PÉAN

ANNE-MARIE CADIEUX

KIM NGUYEN

## MARDI 22 MARS 2016, 18 H FONDERIE DARLING

745, RUE OTTAWA, MONTRÉAL

### AU PROGRAMME

Échanges avec les ambassadrices du CECI et témoignages

Projection d'un court-métrage réalisé par Kim Nguyen et Nathalie Pelletier

Exposition de photos signées Éric St-Pierre, coopérant du CECI au Burkina Faso

Encan-bénéfice

Réseautage dans une superbe ambiance aux rythmes jazz et africains

Dégustation de bouchées du restaurant Le Serpent

Encouragez l'entrepreneuriat féminin, le développement économique, ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes au Burkina Faso en participant à cette soirée au profit de 5000 femmes.

## RÉSERVEZ VOS PLACES DÈS MAINTENANT :

[CECI.CA/BURKINAFASO](http://CECI.CA/BURKINAFASO)

PRIX : 150 \$ PAR PERSONNE / 500 \$ POUR 4



VOUS SOUHAITEZ UN MONDE  
PLUS ÉGALITAIRE,



AUGMENTER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE  
DES FEMMES ET DES JEUNES,



PARTAGER VOS CONNAISSANCES



ET PARTICIPER À DES PROJETS  
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?



DEVENEZ VOLONTAIRE  
ET FAITES UNE DIFFÉRENCE !



[UNITERRA.CA](http://UNITERRA.CA)

**uniterra**  
UN PROGRAMME CECI & EUMC



Le programme Uniterra est réalisé grâce à la contribution des Canadiennes et des Canadiens et avec l'appui financier du gouvernement du Canada accordé par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

